

Discours du 8 mai 2012

Lorsque les armes se sont tues le 8 mai 1945, l'Europe entière, encore sous le choc, meurtrie par tant de haine, de violence et de souffrance, était en grande partie un champ de ruines. Tout à la joie de la victoire, les cloches sonnaient, les musiques et les rires résonnaient dans les villes et villages de France. Mais le bonheur d'une paix retrouvée ne cacha qu'un temps la douleur des familles dans l'attente du retour d'un mari ou d'un fils. L'Alsace, plus que toute autre région de France, sortait meurtrie de ce cauchemar.

Après la défaite de 1940, la France subit, d'abord en partie puis totalement à partir de la fin de l'année 1942, le joug d'une force d'occupation. Mais l'Alsace, tout comme le département de la Moselle, ne fut pas occupée par l'Armée allemande. Séparée du territoire national, elle fut annexée de fait au IIIe Reich, en violation de toutes les règles du droit international. Sous la férule du Gauleiter Robert Wagner, commence alors une politique de nazification forcée qui plonge de plein pied la population locale dans le pire des régimes dictatoriaux de l'histoire.

A Hitler qui lui avait donné 10 ans pour assimiler l'Alsace, le Gauleiter Wagner avait juré d'y parvenir en 5 ans. Son objectif fut clair dès le

départ : il fallait établir en Alsace, et je cite, « *l'égalité totale des droits avec les autres régions allemandes dans le cadre de l'état unitaire national socialiste.* » et il précisait, sûr de sa vision idéologique des choses : « *La réorganisation politique de l'Alsace a commencé. [...] L'introduction du NSDAP donnera aux grandes masses de la population l'occasion de participer activement à l'élaboration de son destin.* » Avec fanatisme et souvent beaucoup de brutalité, ce nazi de la 1^{ère} heure, qui avait participé au putsch avorté de 1923 à Munich et avait été incarcéré avec Hitler à la prison de Landsberg, va diriger d'une main de fer la nazification de la région. Toute trace, tout souvenir de la présence française doivent être effacés. A Rixheim la Grand rue devient la Adolf Hitler Strasse, la rue Zuber la Karl Roos Strasse en hommage à un autonomiste alsacien ouvertement favorable à l'Allemagne nazi et qui fut fusillé le 7 février 1940 par les Français pour haute trahison. La rue Jean Jaurès, la rue de la Liberté et la rue de la République, autant de symboles des valeurs de notre démocratie, furent également débaptisées et la liste n'est pas exhaustive. Autres symboles, le Monument aux Morts devant le quel nous nous trouvons a été démonté, la statue de Jeanne d'Arc qui se trouve à l'école Kellermann enlevée. Les noms de famille à consonance trop française furent germanisés, ainsi que de nombreux prénoms. Il n'y avait plus de boulangerie ni de boucherie mais des Bäkerei et des Metzgerei. Cette description, loin

d'être complète, permet de mieux comprendre le nouveau cadre qui s'imposa dans la région, pratiquement du jour au lendemain, et que les Rixheimois, ceux notamment qui ne rentrèrent du canton de Valence-sur-Baïse que fin septembre 1940, découvrirent en réintégrant leur maison. Mais la nazification de la région n'avait pas seulement pour but de modifier le cadre quotidien des gens. Elle visait surtout à faire des Alsaciens de bons Allemands et de bons nazis. Une section du NSDAP est créée à Rixheim en octobre 1940, un Ortsgruppenleiter est mis en place un mois plus tard. La majorité des associations locales sont dissoutes en même temps que l'on crée plusieurs sections du parti nazi dans le but d'embrigader et de surveiller la population locale. La participation à ces sections comme la Hitlerjugend ou pour les filles, le Bund Deutsche Mädel, est une obligation. Le 13 décembre 1940, plusieurs familles jugées indésirables sont expulsées sans ménagement. Dès octobre, un instituteur nazi est nommé directeur de l'école et les enseignants sont obligés de suivre des stages de recyclage au cours desquels ils doivent apprendre à devenir d'authentique nazi, à penser et à enseigner selon cette idéologie sous peine de perdre leur place. Les autres fonctionnaires sont soumis aux mêmes exigences pour avoir le droit de continuer à travailler. Instauré en février 1941, le Reichsarbeitsdienst, devenu obligatoire en mai de la même année, oblige de nombreux Rixheimois des deux sexes à participer à l'effort de

guerre en allant travailler pour le Reich. Pour les jeunes hommes, il s'agit d'une véritable préparation militaire avec, comme plus tard dans l'armée, obligation de prêter serment au Führer. Les filles doivent suivre une formation d'auxiliaire de l'armée, pouvant être amenées à servir dans la défense antiaérienne.

Mais la décision la plus odieuse prise par le Gauleiter Wagner tomba le 25 août 1942, il y a 70 ans cette année. Ce jour là, page noire de l'histoire de notre région, il ordonna l'incorporation de force des Alsaciens dans l'Armée allemande. A Rixheim, 296 hommes furent mobilisés. 20 % d'entre eux, soit un sur cinq, ne revinrent jamais du front. La plupart sont tombés en Russie et sur le front de l'Est. 8 Rixheimois sont morts au camp de prisonniers de Tambow, tristement célèbres pour ces conditions inhumaines de détention et dans lequel furent regroupés une grande partie des Alsaciens-Mosellans incorporés de force capturés par les Russes. En cette année où nous commémorons cet évènement, je tenais tout particulièrement à leur rendre hommage. Ils étaient 61 qui jamais ne revirent leur patrie, 61 qui tombèrent sous un uniforme qu'ils n'avaient pas choisi de porter, forcés de se battre sous un drapeau qui n'était pas le leur. J'associe à cet hommage les Malgré-nous encore en vie qui eurent la chance de rentrer de cet enfer. Ils connurent leur lot d'humiliations, d'épreuves et de souffrances qui les a marqués à vie.

Cette évocation trop rapide de la vie des Rixheimois sous la dictature nazie et du traumatisme que fut l'incorporation de force doit nous aider à comprendre combien il est essentiel de défendre les idéaux et les valeurs qui fondent notre république et le pluralisme qui fait la richesse de notre démocratie. En cette période électorale notamment, cette responsabilité est celle de chacun d'entre-nous. Nous devons nous sentir concerné par l'avenir de notre pays. Nous devons nous mobiliser tous ensemble conscients que sans l'implication personnelle de chacun, une démocratie ne peut pas vivre. Je pense à ces paroles de Raymond Aubrac, ce héros de la Résistance qui nous a quittés il y a peu et qui, avec son épouse Lucie, a traversé tant d'épreuves pendant la seconde guerre mondiale. Je les citais lors de la cérémonie des Déportés et des Fusillés le 29 avril dernier à la stèle des fusillés de l'Île Napoléon : *« Ce qui me frappe chez les jeunes que je rencontre, c'est l'absence de projets. Beaucoup n'ont pas le sentiment que la société les attend, qu'elle va leur donner une place et leur permettre de vivre normalement. C'est grave ! »*

La France, à l'aune de nombreux pays européens, traverse une période difficile. Beaucoup de Français sont inquiets, sujet au découragement. La construction européenne qui depuis ses débuts est le garant d'une période de paix que notre continent n'avait jamais connu auparavant est souvent contestée voire remise en cause.

Reprenant les mots de Raymond Aubrac, j'ai envie de dire à chacun d'entre vous ces paroles qu'il adressait aux jeunes générations lorsqu'il allait, donner son témoignage dans les établissements scolaires: « [...] *je dis aux jeunes d'avoir confiance en eux et dans l'avenir. Car si on baisse les bras, si on baisse la tête, on a une bonne chance d'être balayé et battu ! En revanche, si on croit que s'engager, lutter et se battre peut être utile, alors on a plus de chance d'y arriver.* » Aubrac avait 96 ans lorsqu'il prononça ses paroles ! Quelle belle leçon il nous donne !

Un autre militant convaincu de la nécessité de se battre pour défendre ses idées, l'écrivain Victor Hugo, affirmait avec conviction : « *La liberté consiste à choisir entre deux esclavages : l'égoïsme et la conscience. Celui qui choisit la conscience est l'homme libre.* » Je forme le vœux que chacun d'entre nous puisse comprendre et suivre ces exemples afin qu'au-delà de nos égoïsmes, de notre individualisme, de l'indifférence face aux autres, nous acceptions la responsabilité personnelle et exigeante d'être les acteurs du mieux vivre dans une société dont nous souhaitons tous qu'elle se fonde sur la justice, l'égalité, la fraternité et la Liberté.

Cette exigence est encore plus forte à l'heure où l'Europe est confrontée à une nouvelle montée des populismes de Droite comme de Gauche. A l'heure où ces populismes ont atteint 45% des voix en Grèce dimanche

dernier où un parti ouvertement néonazi a fait son entrée au Parlement avec 8% des voix.

Rappelons nous que l'Europe qui a émergé des champs de ruine en 1945 nous permet de vivre dans une période de paix, désormais depuis 67 ans, la période de paix la plus longue depuis l'Empire romain, c'est-à-dire depuis près de 2 000 ans.

Sachons chérir cette paix. Sachons l'entretenir chaque jour comme notre bien le plus cher.

Soyons les sentinelles de la paix, faisons le pour nos enfants, mais aussi en mémoire de ceux qui sont morts pour nous offrir cette paix.

C'est notre devoir pour les Hommes et devant l'Histoire.

Vive la République, vive la France, vive l'Europe.